[Prenom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 05/11/2026

Objet : Notification d'un projet d'installation d'une borne de recharge au titre du droit à la prise et demande d'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale

Madame, Monsieur,

En ma qualité de [copropriétaire / locataire] du lot n° [numéro de lot], situé [adresse complète de l'immeuble], et disposant de la place de stationnement n° [numéro de place] [en partie privative / en jouissance exclusive], je vous informe de mon projet d'installation d'une borne de recharge pour mon véhicule électrique [ou hybride rechargeable] sur cet emplacement.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du droit à la prise, qui permet à tout occupant disposant d'une place de stationnement de faire installer, à ses propres frais, un équipement de recharge pour véhicule électrique ou hybride rechargeable. L'ensemble des travaux, des fournitures et des consommations électriques liées à mon installation sera donc intégralement pris en charge par mes soins, sans incidence financière pour la copropriété.

Conformément à la procédure applicable, je joins à la présente notification un descriptif détaillé des travaux envisagés ainsi qu'un schéma de l'installation, précisant l'emplacement de la borne, le tracé de l'alimentation électrique depuis [le tableau général / un compteur individuel dédié] et les modalités de comptage de la consommation. Ces documents ont été établis par [nom de l'installateur ou de l'entreprise retenue], professionnel qualifié pour ce type d'intervention.

Je vous remercie de bien vouloir inscrire ce point à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, afin que les copropriétaires en soient informés. Je reste naturellement à la disposition du conseil syndical et de l'assemblée pour apporter toute précision utile sur la nature des travaux, les caractéristiques techniques de la borne et les garanties apportées par l'installateur.

S'agissant d'une place à usage privatif, je rappelle avec courtoisie que cette notification a pour objet d'informer la copropriété et non de solliciter une autorisation de votre part. Une opposition ne pourrait être formée, le cas échéant, qu'en saisissant le tribunal compétent dans le délai imparti et pour un motif sérieux et légitime. Je demeure ouvert au dialogue et soucieux que ces travaux se déroulent dans le respect des parties communes et de la sécurité de l'immeuble.

Je vous saurais gré de bien vouloir m'accuser réception de la présente et de me confirmer la date prévisionnelle de la prochaine assemblée générale. Une copie de ce courrier est adressée au conseil syndical pour information.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prenom][NOM]

Signature